

Zeitschrift:	Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française
Herausgeber:	Le messager suisse
Band:	37 (1991)
Heft:	23
Artikel:	Une monnaie commune pour l'Europe : la Suisse a intérêt à l'Ecu
Autor:	Passer, Christophe
DOI:	https://doi.org/10.5169/seals-848142

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 13.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

DOSSIER

BRRI / Christophe Passer

Une monnaie commune pour l'Europe :

La Suisse n'a pas intérêt à rester longtemps hors du système de l'ECU. Si la monnaie européenne se fait sans elle, il pourrait devenir contradictoire de mener de front une politique de lutte contre l'inflation et de soutien au franc suisse. "La Suisse sera très isolée sur le marché monétaire", explique Bernard Schmitt. Né en Alsace, ce spécialiste de la monnaie internationale a vu ses travaux récompensés dans son pays par deux médailles du CNRS (Centre National de la Recherche Scientifique). En 1988, il a publié chez Dunod un livre consacré à l'ECU.

Le franc suisse et l'ECU

"Aujourd'hui, la Suisse réussit à maintenir la valeur de sa monnaie face au mark allemand", précise Schmitt. "Mais comment espérer que le franc suisse aura un poids suffisant face à la monnaie commune d'une douzaine de pays ?". Il ne veut pourtant pas être un donneur de leçons : "Ce n'est pas à moi, économiste français, de dire à la Suisse ce qu'elle doit faire. Mais l'ECU est une grande idée". Même si la Grande Bretagne est peu enthousiaste, la Communauté Européenne a décidé de mettre en place en 1994 un embryon de banque centrale européenne, l'EUROFED. Elle essaiera d'abord de rapprocher les politiques monétaires des Etats membres. Schmitt : "Sans cette harmonisation et compte tenu des différences de taux d'intérêts, plusieurs pays risqueraient de subir une forte fuite de capitaux". En 1997, les parités entre les monnaies seraient irrévocablement fixées, la valeur de l'ECU étant ainsi définie. Schmitt trouve

La Suisse a intérêt à l'ECU



La Suisse perdra de l'argent si la monnaie commune de l'Europe des Douze se fait sans sa participation. C'est ce qui ressort de l'analyse de Bernard Schmitt, professeur d'économie aux universités de Fribourg et de Dijon. La Suisse se retrouverait isolée sur le marché monétaire et verrait s'échapper une partie des bénéfices d'une monnaie commune.

optimiste ce calendrier : "Ça risque de prendre plus de temps".

Monnaie commune ou monnaie unique

L'Europe se dirige-t-elle vers l'adoption d'une monnaie unique (qui remplacerait les autres), ou vers l'institution d'une monnaie commune (qui régirait les autres) ? Pour des raisons politiques, la monnaie unique a peu de chances. Comment des pays comme la France et la Grande Bretagne renonceraient-ils à leur monnaie, perdant ainsi leur souveraineté monétaire et économique ? La menace serait grande de se retrouver avec une mon-

naie qui ne serait qu'un mark déguisé en ECU". Une monnaie commune, instrument de conversion des monnaies nationales entre elles, est plus réaliste. "On garderait les monnaies nationales uniquement pour les transactions internes du pays". Des risques de surpuissance du mark dans la création de cet ECU commun ? "Au contraire, l'ECU profitera de la force du mark et de l'expérience de la Bundesbank". Alors que la Suisse resterait à l'écart, les partenaires de l'ECU, quant à eux, économiseront des sommes considérables dans les transactions entre les devises. "Même fixes, les parités avec l'ECU pourront être réévaluées de temps en temps. Mais la plus grande stabilité facilitera beaucoup les affaires des banques et des entreprises". Les touristes de la CE et du reste du monde auront leur intérêt : "Avantage psychologique : ils pourront voyager et payer en ECU". L'ECU stabilisera aussi le cours du dollar : "Il y aurait une troisième monnaie de référence en dehors du dollar et du yen. L'ECU mettrait de l'ordre dans l'anarchie monétaire mondiale" ? Et servirait de modèle : "Je doute que naîsse un jour une monnaie mondiale. Mais je crois à l'émergence de régions monétaires, par exemple, par continent".

Les nains de Markus Lusser

Markus Lusser, président de la Banque Nationale, a évoqué l'Europe monétaire, lors d'une allocution à Genève en novembre dernier : "Certains semblent penser que l'Union monétaire est réalisée et que les autorités monétaires suisses ne sont plus que des nains devant se soumettre face au géant européen. Il s'agit là d'un raccourci vertigineux et dangereux ... il n'est pas certain qu'un petit pays doive automatiquement suivre la politique monétaire de son grand voisin". Musser ajoutait : "Tout rapprochement inconsidéré avec le Système Monétaire Européen (SME) limiterait notre autonomie de décision". A Berne, au Bureau de l'Intégration, on préfère aussi être prudent. Christian Schoenenberg : "Pour le moment, les Douze n'acceptent pas de nouveaux membres dans le SME. La Norvège a ainsi décidé unilatéralement d'aligner sa politique monétaire sur celle du SME, mais ne reçoit pour cela aucune contrepartie". ■